

**On devrait faire appel aux services de protection de l'enfance si une femme qui a des enfants consomme des drogues.**



#### QUESTIONS DE DISCUSSION

- Êtes-vous en accord ou en désaccord?
- Quels présupposés sont présents dans cet énoncé?
- Que pouvez-vous faire dans votre travail pour soutenir les femmes qui consomment des drogues et qui sont parents?

# Points de réflexion

- Le « devoir de faire rapport » est une obligation prévue dans la Loi sur les services à l'enfance et à la famille. Cette loi stipule que les membres du public (professionnel-les et non-professionnel-les) doivent signaler aux services de protection de l'enfance (c.-à-d., la Société d'aide à l'enfance) tout enfant de moins de 16 ans soupçonné d'avoir besoin de protection (y compris les enfants à risque d'abus physique, sexuel ou émotionnel ou à risque de préjudice). La loi s'applique aux professionnel-les (p. ex., enseignant-es et travailleur(-euse)s sociaux) de même qu'au public; toutefois, les professionnel-les peuvent être tenu-es responsables et sont passibles d'une amende pour n'avoir pas signalé un cas. Il est important de connaître cette loi et de savoir comment elle s'applique à vous.
- Des femmes consomment des drogues pour différentes raisons, notamment pour favoriser leur bien-être, pour gérer leur santé physique ou mentale ou pour traiter un trouble précis. Par ailleurs, les drogues ont différents impacts sur le fonctionnement au quotidien. Dans certains cas, la consommation de drogues peut réduire la capacité d'une femme d'être parent ou créer d'autres risques; dans d'autres cas, elle peut aider à l'exécution des tâches quotidiennes.
- La criminalisation des drogues, notamment de l'achat et de la vente de drogues, peut créer des risques pour la parentalité.
- Il est important de collaborer avec des femmes qui consomment des drogues pour comprendre leurs perspectives sur la parentalité et la consommation de drogues, les risques qui existent et les façons de les réduire, le soutien dont elles disposent et celui dont elles pourraient bénéficier.
- En raison de la stigmatisation liée à la consommation de drogues, plusieurs femmes font l'objet de préjugés selon lesquels elles représentent un risque pour leur enfant ou le négligent. Il est important que les intervenant-es en réduction des méfaits comprennent la loi sur le « devoir de faire rapport » et s'assurent que les femmes comprennent ce que cela signifie dans leur cas.

- Plusieurs femmes ont peur que les services de protection de l'enfance s'impliquent et leur enlèvent la garde de leur(s) enfant(s). Ces craintes peuvent être basées sur l'expérience d'autres femmes, des expériences passées ou des faits rapportés dans les médias. Ces expériences peuvent affecter la volonté des femmes de parler de leur consommation de drogues, de recourir à des programmes et services de réduction des méfaits ou de demander du soutien lorsqu'elles en ont besoin.
- Les programmes de réduction des méfaits peuvent jouer un rôle important dans la vie des femmes qui consomment des drogues, en leur fournissant un espace pour parler de leur consommation de drogues, des moyens pour réduire leurs risques et des soutiens essentiels. Par conséquent, il est important que les programmes de réduction des méfaits fournissent des services de soutien exempts de préjugés aux femmes qui sont parents.



## QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES

- Comment la criminalisation des drogues peut-elle affecter les femmes qui sont parents?
- Si vous ou un-e collègue exercez une fonction dans laquelle vous avez le devoir de signaler une situation aux services de protection de l'enfance, de quelles façons pouvez-vous inclure la femme concernée dans le processus, afin de réduire les préjudices possibles?
- Avez-vous des exemples de ressources utiles dans votre communauté pour les femmes qui consomment des drogues et qui sont parents?
- De quelle façon pouvez-vous utiliser une approche de réduction des méfaits basée sur les forces, dans votre travail auprès des femmes qui sont parents et qui consomment des drogues?